



PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE LA MEDITERRANEE
الجمعية البرلمانية للبحر الأبيض المتوسط

**2^{ème} Commission Permanente sur la Coopération économique,
sociale et environnementale**

Commission Ad Hoc sur l'Energie

La Stratégie de sécurité énergétique dans la région méditerranéenne

Rapporteur : M. Mohamed Abou El Enein (Egypte)

*Résolution approuvée par consensus par la 2^{ème} Commission permanente
lors de sa 4^{ème} réunion le 25 juin 2009 à Lisbonne*

Prenant en considération :

- La déclaration de Barcelone datée du 28 novembre 1995, et sur laquelle est fondé le partenariat euro- méditerranéen ;
- La Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement climatique et le Protocole de Kyoto ;
- Le programme méditerranéen sur les énergies renouvelables en l'an 2002, qui vise à garantir des services de l'énergie durable pour les régions rurales méditerranéennes, et à amoindrir les répercussions négatives du changement climatique et ce en accroissant la part des énergies renouvelables dans l'utilisation énergétique de la région ;
- La réunion du Comité de la Communication (COM (2003) 262) concernant le développement d'une politique énergétique de l'UE et de ses partenaires ;
- Le livre vert de la Commission européenne intitulé "Stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable", /COM (2006) 105) Bruxelles, Mars 2006;
- Le livre blanc du Club de Rome « l'énergie verte des déserts - Le concept DESERTEC appliqué à l'énergie, l'eau et la sécurité climatique » de 2007 ;
- Les conclusions de la conférence ministérielle euro-méditerranéenne "Energies renouvelables et efficacité énergétique, Instruments novateurs en matière de politique et de financement pour les pays voisins au sud et à l'est de l'Union européenne » adoptées le 19 avril 2007 à Berlin ;
- La réunion de l'Observatoire méditerranéen sur l'Energie qui s'est tenue à Monaco les 29 et 30 mars 2007 sur le sujet de l'énergie et du développement durable ;

- Les décisions du forum euro-méditerranéen sur l'énergie tenu en septembre 2007;
 - Les projets actuels et futurs du MEDREG sur l'interconnexion des infrastructures des pays méditerranéens dans le domaine de l'électricité et du gaz présentés aux délégués APM le 1^{er} avril 2009 au Caire ;
 - Les décisions prises et des objectifs à long terme approuvés pendant les 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} conférences euro-méditerranéennes des Ministres de l'Energie qui se sont tenues respectivement à Athènes le 21 mai 2003, à Rome le 1^{er} décembre 2003 et à Limassol le 17 décembre 2007 ;
 - Les déclarations communes des Ministres de l'Energie du G8 de Rome les 24 et 25 mai 2009 ;
 - La déclaration commune du Sommet sur le Processus de Barcelone : l'Union pour la Méditerranée (Paris, 13 juillet 2008) ;
 - Les résultats du Sommet du G20 de Washington des 14 et 15 novembre 2008 ainsi que les propositions de la réunion annuelle du forum économique mondial de Davos de 2009, et les résultats de la réunion de G 7 qui s'est tenue à Rome le 14 février 2009 ;
 - Les résultats de la déclaration de Tanger qui a été promulguée lors du « Forum du sud pour une Méditerranée nouvelle » du 27 novembre 2008 ;
- a. Alors que les Etats de la Méditerranée se caractérisent sur trois points distincts à savoir en matière de consommation d'énergie, des ressources énergétiques disponibles, et des émissions de gaz de co2 ;
 - b. Alors que la consommation de l'énergie dans les Etats méditerranéens a plus que doublé durant les dernières décennies ;
 - c. Etant donné que l'énergie contribue de façon importante à une croissance durable, au développement socio-économique et que la compétition des économies exige des approvisionnements variés, suffisants, sûrs et aux coûts convenables ;
 - d. Malgré l'avènement d'une nouvelle période énergétique, le monde est dominé par des inquiétudes croissantes concernant l'approvisionnement et une demande croissante en énergie, ainsi que le besoin de trouver un équilibre entre développement, préoccupations environnementales, sécurité alimentaire et approvisionnements énergétiques sûrs ;
 - e. Alors que la crise économique mondiale a touché tous les Etats du monde et a eu pour résultat des répercussions politiques, économiques et sociales insondables avec une profondeur et une durée difficile à prévoir et alors que son impact premièrement strictement monétaire touche désormais l'économie réelle et se caractérise par le ralentissement de la croissance de l'économie mondiale et l'élévation des taux de chômage partout dans le monde, et la diminution de l'investissement mondial direct qui s'ajoutent à une diminution de la demande énergétique et une baisse des prix du pétrole et de gaz ;

f. Etant donné que les marchés ont commencé à réagir aux mesures prises par les Etats, mais que l'ampleur de cette crise demeure inconnue, ce qui aura des conséquences sur le secteur de l'énergie dans la région méditerranéenne ;

g. Etant donné que les pays euro-méditerranéens devraient coopérer, et par ce biais avoir confiance en l'importance de mettre en œuvre des projets prioritaires approuvés par les chefs d'Etats et de gouvernements dans la Déclaration de Paris sur la création de l'Union pour la Méditerranée, comme étant un des mécanismes nécessaires pour limiter les répercussions négatives de la crise économique mondiale ou en sortir, et qu'il est donc nécessaire de continuer à suivre l'avancement de l'exécution de ses projets ;

h. Alors que les difficultés émanant de la crise ne sont pas tout à fait négatives puisque la récession nous donne l'opportunité de réorganiser nos économies et nos entreprises, et qu'elle offre également aux gouvernements une unique chance d'orienter leurs ressources financières vers le développement de la technologie verte et l'énergie alternative ;

i. Vu que le problème de la sécurité de l'énergie et de son approvisionnement doivent permettre de rapprocher les buts et les politiques des pays méditerranéens ;

j. Puisque l'existence d'une politique commune de l'énergie n'est pas seulement nécessaire pour le développement économique et social, mais aussi pour permettre de transformer la région de la Méditerranée en une région prospère et forte ;

Par conséquent, l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée

1- Souligne l'importance de soutenir l'exploration commune des ressources disponibles dans la région méditerranéenne, comme dans le Sahara, qui peut jouer un rôle important dans la production de ressources de nouvelle énergie et d'énergie renouvelable, et qui pourrait aider à maintenir l'équilibre entre l'exigence de la production de cette énergie et la réalisation de sécurité alimentaire.

2- Souligne les avantages pour tous d'étendre l'interconnexion des marchés énergétiques dans la région méditerranéenne et de finaliser les projets d'infrastructure nécessaires ;

3- Appelle les pays méditerranéens et les pays industrialisés développés à respecter le protocole Kyoto, en les encourageant à construire des sites d'exploitation respectueux de l'environnement qui utilisent le vent et le soleil comme sources d'énergie alternatives ;

4- Soutient l'adoption de législation et la création de niveaux suffisants d'énergie garantissant l'approvisionnement sur les marchés méditerranéens ;

5- Recommande aux pays membres de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée de conduire un audit de leurs politiques énergétiques afin de s'assurer que l'appareil législatif approprié s'agissant des énergies renouvelables est en place ;

6- Appelle également à soutenir l'investissement dans le secteur des énergies renouvelables et le développement de programmes d'éducation. Ceci peut être réalisé en adoptant des politiques et des législations et en incitant le secteur privé à investir dans le secteur des énergies renouvelables ;

7-Incite tous les pays de l'APM à suivre l'exemple donné par la décision de l'UE d'accroître la part des énergies renouvelables d'au moins 20% d'ici à 2020 et par la suite d'atteindre un taux élevé dans la production de l'énergie renouvelable selon les capacités de chaque pays ; et appelle également les pays du pourtour nord de la Méditerranée à fournir aux pays partenaires une assistance technique en matière d'énergie solaire renouvelable, d'énergie produite par les éoliennes, la biomasse, la géothermie et tout autre type d'énergie ;

8- Soutient la promotion de l'investissement pour la diversification des sources d'énergie pour combattre la dépendance et l'inefficacité et d'atteindre la garantie de l'offre, la concurrence et une protection durable de l'environnement ;

9 – Souligne que le soutien du Plan solaire méditerranéen lancé dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée nécessite la prise en compte le financement de technologies solaires et plus généralement des technologies d'énergies renouvelables et de technologies visant à rationaliser l'utilisation énergétique. La Facilité euro-méditerranéenne d'Investissement et de Partenariat (FEMIP) a proposé de jouer un rôle clef en coopération étroite avec tous les acteurs impliqués dans les différents projets et programmes d'investissements qui doivent être mis en place dans la région méditerranéenne dans les années à venir ;

10- Souligne que le Plan solaire méditerranéen euro-méditerranéen doit être intégré dans tous les plans de travail nationaux qui ressortent de la Politique européenne de Voisinage et qu'un meilleur financement doit être encouragé par l'UE et le plan de relance de la Banque européenne d'Investissement ;

11- Demande à la Commission européenne et aux gouvernements des pays de la Méditerranée d'intégrer les projets en énergie solaire comme élément clef des plans de relance qui ont été lancés pour surmonter la crise économique actuelle ;

12 – Appelle à la promotion de l'énergie solaire et d'autres sources énergétiques (tels que le vent et l'énergie produite par les fleuves) grâce aux plans de soutien et des tarifs énergétiques intéressants dans de nombreux pays, en Europe et en Afrique du Nord, demande à encourager la production afin d'assurer que l'énergie renouvelable puisse être disponible dans une proportion plus importante de la consommation d'énergie totale et ce en fonction des capacités de chaque pays, et demande à la Commission européenne et au secteur privé de coopérer avec d'autres pays afin d'apporter une assistance technique pour la promotion de petits et grands projets en matière d'énergie solaire ;

13- Fait référence à l'importance d'encourager le développement d'un marché de refroidissement/chauffage qui utilise les ressources énergétiques renouvelables, étant donné que l'énergie solaire est très efficace, peu coûteuse et peut contribuer à réaliser des économies en matière de consommation électrique, notamment au regard d'une demande croissante pour le refroidissement ;

14- Souligne l'importance de trouver des solutions techniques à la question du stockage de l'énergie ;

15- Souligne l'importance pour les chercheurs universitaires travaillant sur les énergies renouvelables de collaborer avec le secteur privé ;

16- Reconnaît l'importance des initiatives d'assistance financière de l'Union européenne pour faciliter l'accès via des réseaux et la liaison entre les réseaux de transports avec l'Europe afin d'intégrer l'énergie renouvelable dans les marchés d'énergie européens ;

17- Souligne l'importance d'une coopération accrue avec les organisations internationales qui traitent du changement climatique, de l'efficacité énergétique, la promotion des énergies renouvelables (RES), de la sécurité énergétique tels que l'AIE, l'Organisation de la Coopération économique de la Mer noire, et la récente Agence internationale pour l'Energie renouvelable (IRENA) ;

18- Indique que la réalisation de la réussite dans le domaine de la politique de l'énergie renouvelable exige une politique efficace pour le transfert de l'énergie, et souligne également l'importance d'avoir un traité méditerranéen pour l'organisation, l'exécution, le transfert, et la promotion des technologies de l'énergie renouvelable méditerranéen, et incite les pays de l'APM de tendre vers une compatibilité des lois concernant l'énergie renouvelable ;

19- Souligne l'importance d'établir un dialogue structuré entre les institutions de recherche et les Universités pour promouvoir les nouvelles technologies dans le domaine du RES et de l'efficacité énergétique ;

20 – Appelle à l'élaboration d'une politique pour augmenter le nombres des bourses et des programmes d'échange des étudiants dans ce domaine pour l'intégration de l'énergie renouvelable dans tous les plans nationaux de la PEV et dans tous les accords bilatéraux entre l'UE et les pays partenaires dans le sud de la Méditerranée ;

21 – Souligne l'importance du travail des structures régionales, nationales, et locales dans le domaine de l'énergie renouvelable (par exemple le Centre régional d'excellence pour l'Energie renouvelable et l'efficacité énergétique du Caire, l'Institut national pour l'Ingénieurs, pour la Technologie et l'Innovation (INETI), le Laboratoire nationale pour l'Energie et la Géologie (LNEG) et l'Autorité de Régulation des services énergétiques (ERSE) du Portugal ;

22- Appelle à l'établissement d'un Institut méditerranéen pour l'Energie ;

23- Soutien l'établissement d'une Communauté euro-méditerranéenne de l'Energie ;

24- Souligne le concept de l'adaptation au changement climatique dans les politiques nationales, et l'élaboration des plans afin d'éviter les risques dans les régions méditerranéennes les plus exposés aux dangers.

25- Recommande l'utilisation des mécanismes de financement internationaux, disponible globalement pour limiter la pollution qui résulte de l'usage des ressources énergétiques traditionnelles, ainsi que l'approbation d'un plan du commerce ambitieux pour un marché du carbone en méditerranée qui pourrait être à la base d'un marché mondial. Les plans de limite d'émissions nationaux et régionaux devraient aussi être encouragés et liés les uns aux autres. Il est aussi important de développer et de déployer des nouvelles techniques commerciales, d'inciter le secteur privé à investir et de soutenir directement le développement de nouvelles technologies et d'apporter des financements pour l'investissement en systèmes de production qui limitent l'énergie carbone ;

26- Estime que si nous travaillons ensemble et unissons nos efforts et partageons nos expériences et coordonnons nos marchés et nos politiques, il sera possible de construire une stratégie méditerranéenne forte, efficace et durable.